

BELIZE

Monsieur le Secrétaire Général, Monsieur Kofi Annan,
Monsieur le Président,
Majestés, Chefs d'Etat, Ministres, Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Pour rendre honneur à l'hospitalité de la Suisse pour avoir organisé ce Sommet Mondial de la Société de l'Information, j'ai décidé de faire mon discours en français.

J'ai le grand plaisir de représenter mon pays à ce sommet, sachant que nous oeuvrons tous ensemble pour contribuer à l'amélioration de la condition de l'humanité à travers le monde.

Grâce aux possibilités offerts par le World Wide Web, le Monde dans lequel nous vivons est devenu si petit, que nous sommes désormais tous responsables du bien-être de nos frères et sœurs de l'Océanie, la Chine, l'Inde, l'Union Européenne jusqu'aux Amériques. L'échange libre d'informations devenu à portée de tous a révolutionné nos vies, qu'il s'agisse du Commerce Global, ou de nos moyens de communiquer avec nos amis et notre famille. Paradoxalement, nous sommes maintenant devant la grande responsabilité de devoir contribuer au progrès de la société et des aspects sociaux.

Cependant, mon Gouvernement est dans l'opinion que la dissémination du savoir est sans valeur dans le cas où il ne serait pas entièrement disponible à toutes les nations et cultures de par le monde. En outre, nous sommes convaincus qu'à travers l'utilisation correcte et adéquate des technologies de l'information, des transformations vitales pourraient être entreprises pour servir le progrès de la société, en incluant toutes les nations, et correspondant aux besoins vitaux des populations tels que l'éducation, la santé, l'environnement, l'égalité et la préservation de la dignité humaine.

Notre but à ce sommet est de rendre la technologie de l'information plus accessible et utile aux pays les moins avancés, étant donné que ces gouvernements cherchent à assurer une meilleure situation à leur peuple.

Ces gouvernements doivent être assistés, de toutes les manières possibles, dans leur détermination à équilibrer la balance sociale. N'oublions pas que la technologie ne change pas le monde, les gens en sont responsables. Pour y arriver, nous devons travailler ensemble.

C'est un fait bien connu : la recherche scientifique mène au développement de nouvelles technologies, et à la production de données et d'information qui peuvent énormément bénéficier à une population en tant que tel. L'accès universel doit être adopté parmi les stratégies des gouvernements, notamment en améliorant l'adaptation aux conditions locales, en réformant l'appui donné au développement des projets et également à travers le partage des expériences.

Le renforcement durable des capacités, et les initiatives dans l'éducation doivent être promus pour assurer que tous les pays puissent bénéficier des nouvelles opportunités offertes pour la production et le partage des informations et des données scientifiques. Il va sans dire que ce phénomène est doublement adéquat pour les pays les moins avancés. Nous, au Belize, avons mené cet encouragement au succès. Nous construisons des écoles mises à la disposition de tous, y compris des populations Maya et des immigrés. Le gouvernement du Belize met la priorité sur la nécessité que chacun aie le droit à l'éducation, y compris la formation technologique, médiatique et informatique.

Nos efforts à ce sommet ont porté sur l'application de cette nouvelle science à l'éducation, à l'environnement, à la santé et au développement économique, en se basant sur les enseignements du passé. Pour accomplir cette tâche extrêmement difficile, nous devons encourager chaque initiative qui vise à rendre la culture scientifique accessible à tous.

Nous devons reconnaître le rôle important de la science dans le développement et dans l'établissement de nouveaux mécanismes de gouvernance qui sont nécessaires pour la société de l'information.

La technologie de l'information est un outil qui peut tout aussi bien changer le commerce et le marché mondial, que développer un vaste nombre d'activités sociales. C'est un facteur critique dans l'éducation et le savoir, menant au développement et à la compétitivité sur le plan

mondial. La technologie de l'information peut être considéré comme un outil fondamental pour éradiquer la pauvreté et la famine dans le monde.

Nous devons encourager le développement de cette technologie dans nos écoles en créant et en entretenant des réseaux de ressources humaines, car c'est de ces écoles que dépend l'avenir de l'humanité.

La technologie de l'information doit donner droit à un accès égal aux femmes, aux enfants, aux handicapés, et à toute personne vulnérable. N'oublions pas que cette technologie encourage de nouvelles méthodes d'organisation du travail, et des affaires, avec le but d'augmenter la productivité et la croissance, menant à l'amélioration des standards sociaux.

Dans l'ensemble, pour contribuer au succès de cette cause, l'accent doit être porté sur le fait que la technologie de l'information doit être partagée avec chacun.

Notre objectif est le soutien de la recherche scientifique dans son rôle déterminant dans l'avenir des technologies de l'information et de la communication. Pourquoi ? La réponse est simple : les technologies de l'information et de la communication sont les outils et la clé de la réussite dans la création d'un avenir plus équilibré. Pour éviter guerres et conflits, nous devons nous assurer, que l'information diffusée globalement ne subisse aucune distorsion, et soit diffusée librement.

Nous soutenons la proposition visant à créer un Fonds Mondial Numérique, afin de donner la possibilité aux pays pauvres d'être un jour riches de connaissances, et de pouvoir aider ainsi à contribuer à la paix mondiale, car l'unique arme équitable qui permette de mettre fin aux conflits et éviter l'injustice sociale est l'information juste et fondé.

Le monde a démontré avec ce sommet flexibilité, courage et volonté. Nous devons maintenant prendre des repères afin déterminer les progrès accomplis lors de la conclusion de ce long processus à Tunis, en 2005. Faisons ensemble cet effort afin d'atteindre notre objectif.

Merci, Monsieur le Secrétaire Général.